

La récession causée par la COVID-19 s'aggrave d'un océan à l'autre

avril 2020

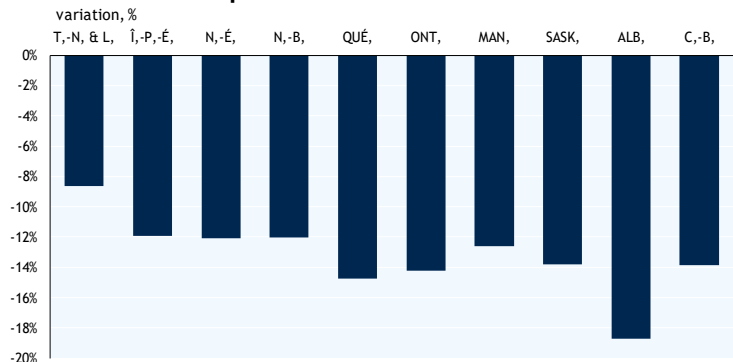
Il devient rapidement évident que la COVID-19 a fortement secoué notre économie. La perte stupéfiante d'un million d'emplois à l'échelle nationale en mars a largement dépassé tout ce que nous avons connu jusqu'à présent. Il est encore plus inquiétant de constater que ce résultat sera probablement dérisoire en comparaison des pertes qui seront annoncées pour le mois d'avril. Le choc n'épargne aucune région du pays. Nous avons (encore une fois !) réduit nos prévisions de croissance provinciale de manière généralisée à la lumière des derniers événements et de la dynamique observée actuellement. Nous croyons maintenant que toutes les provinces glisseront dans une profonde récession cette année. Nous continuons cependant de croire qu'un éventuel allègement des mesures de distanciation sociale et que l'intervention sans précédent des autorités ouvriront la voie à une reprise (quoique partielle) au cours du deuxième semestre de 2020. Nous prévoyons aussi un retour de la croissance provinciale en territoire positif en 2021.

Les répercussions économiques de la COVID-19 seront généralisées à l'échelle du pays, et ce, peu importe le nombre de cas, par province. Cela s'explique par les consignes de distanciation sociale qui sont mises en œuvre partout et qui perturbent directement de grands pans de l'économie de chaque province. Les secteurs les plus touchés, comme le commerce de détail, les services de transport (ce qui comprend les compagnies aériennes), l'éducation, les arts et loisirs et les services de restauration, représentent d'ordinaire le tiers des emplois environ et de 20 % à 25 % du PIB provincial. L'arrêt de grandes portions de ces secteurs pour une période de deux mois soustrairait aisément et immédiatement de trois à quatre points de pourcentage à la croissance dans la plupart des provinces.

Les fermetures d'entreprises, les mises à pied massives et la forte réduction des heures de travail de ceux qui occupent toujours un emploi produisent des effets supplémentaires dans d'autres secteurs, ce qui accentue les pertes d'emploi et aggrave la contraction économique. En définitive, 2020 marquera le plus important recul du PIB en un an pour toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Colombie-Britannique. La hausse importante des pertes d'emplois, enregistrée en mars et en avril, catapultera le taux de chômage à plus de 10 % dans chaque province à court terme, puis ce taux diminuera progressivement durant le deuxième semestre de l'année en cours. Le taux de chômage de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador ne reviendra pas sous les 10 % avant 2021, au plus tôt.

Les perspectives économiques des provinces productrices de pétrole sont particulièrement sombres. L'effondrement des prix du pétrole a déjà secoué brutalement les entreprises de ce secteur. Hélas, nous ne prévoyons qu'une remontée très graduelle des prix du pétrole au cours de la prochaine année. La baisse marquée des flux de trésorerie oblige les producteurs à réduire les investissements, les emplois et la production. Nous nous attendons à une perte de 440 000 emplois en Alberta et de 80 000 emplois

Recul de l'emploi du sommet au creux



Sources : Statistique Canada, Économique RBC

Prévisions en bref

		Canada	T,-N, & L,	Î,-P,-É,	N,-É,	N,-B,	QUÉ,	ONT,	MAN,	SASK,	ALB,	C,-B,
Croissance du PIB reel (%)	2019	1,6	2,0	2,8	1,3	0,7	2,8	1,6	1,1	0,6	0,3	1,9
	2020	-4,9	-5,1	-4,8	-4,6	-4,5	-4,9	-4,2	-3,7	-5,2	-8,2	-4,0
	2021	3,4	1,7	3,4	3,0	2,8	3,9	3,7	3,1	2,0	2,2	4,0
Taux de chômage (%)	2019	5,7	11,9	8,9	7,1	8,1	5,1	5,6	5,4	5,4	6,9	4,7
	2020	10,0	14,0	10,5	10,3	10,8	9,3	8,9	8,7	10,9	13,9	8,5
	2021	7,6	13,2	8,6	7,9	8,9	6,7	6,6	7,5	9,2	11,8	6,4

Sources : Statistique Canada, Économique RBC

en Saskatchewan durant la crise. Comparativement à la récession de 2015-2016, il s'agit de pertes presque sept fois plus élevées pour l'Alberta et cinq fois plus importantes pour la Saskatchewan. À notre avis, le taux de chômage montera à 20 % durant le trimestre en cours en Alberta et à 15 % en Saskatchewan, des niveaux inégalés par ces deux provinces.

Malgré le choc désastreux de la pandémie de COVID-19 sur l'ensemble des économies provinciales à court terme, nous nous attendons à ce qu'un éventuel allègement des consignes de distanciation sociale ouvre la voie à une reprise généralisée. Les mesures extraordinaires mises en œuvre par tous les paliers de gouvernement (qui, selon nos calculs, totalisent presque 160 milliards de dollars jusqu'à présent pour le gouvernement fédéral et les plus grandes provinces seulement) et la Banque du Canada au cours des dernières semaines faciliteront cette reprise. Ce sont principalement les initiatives fédérales qui ont attiré l'attention, mais les gouvernements provinciaux ont également mis en œuvre des mesures importantes pour aider les personnes et les entreprises durant la crise. Ces mesures comprennent des paiements ponctuels directs aux personnes en isolement volontaire ou dont les emplois ont été touchés par la pandémie, ainsi que le report du paiement des factures et des prêts étudiants. Pour les entreprises, certains gouvernements provinciaux proposent un soutien financier pour accroître les liquidités (2,5 milliards de dollars au Québec), des garanties de prêt ainsi qu'un report de divers impôts, soit des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires aux déclarations de taxes de vente. D'autres mesures provinciales comprennent une aide directe aux secteurs durement touchés, comme le tourisme et l'hébergement (par exemple, la Colombie-Britannique consacre 1,5 milliard de dollars aux efforts de reprise économique). La banque centrale et tous les paliers de gouvernement ont indiqué qu'ils étaient prêts à en faire davantage au besoin. Nous croyons qu'une telle intervention sans précédent des autorités contribuera grandement à réduire au minimum les dommages permanents aux économies des provinces et favorisera une reprise durable dans les régions après la tempête.